



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Voiture électrique

L'Indonésie ouvre sa première usine de batteries

L'usine est une coentreprise des constructeurs sud-coréens Hyundai Motor Group et LG Energy. Elle permettra de produire des batteries pour les véhicules ...

• (Page 08)

Temu, Shein et AliExpress

L'UE veut leur imposer des droits de douane

La Commission européenne se prépare à imposer des droits de douane sur les achats d'un montant de moins ...

• (Page 08)



Enquêtes / Transformation digitale

• (Page 03,05)

Vers une finance numérique responsable dans l'UEMOA



Indice de Développement Humain (IDH)

• (Page 04)

Les résultats du classement du Togo dévoilés à Lomé

Togo / Partenariat stratégique

ACED et l'INSEED s'associent pour renforcer l'utilisation des données

Le Centre Africain pour le Développement Équitable (ACED) et l'Institut National de la Statistique et des Études ...

• (Page 02)

Environnement

Vers une meilleure gestion des périphéries des aires protégées

Au Togo, les périphéries des aires protégées vont faire l'objet d'un suivi plus attentif. Le ministère de l'environnement a en effet lancé ...

• (Pages 04)

BCEAO

Jean-Claude Kassi BROU à la Conférence Annuelle de la BRI

Le Gouverneur de la BCEAO, Jean-Claude Kassi BROU, a participé le 30 juin 2024, à la conférence annuelle de la Banque des Règlements ...

• (Page 06)

Protection des innovations

L'ANCY sensibilise les startups togolaises à la cybersécurité

Au Togo, l'Agence Nationale de la Cyber sécurité (ANCY) a organisé une séance de travail avec des startups et PME ce jeudi 04 juillet 2024 à Lomé pour ...

• (Page 11)

AFRIQUE FORTUNE

NOS SERVICES

- Expertise et Assistance Juridique
- Gestion des successions
- Expertise foncière et immobilière
- Achat et vente d'immeubles
- Batiments et travaux publics
- Commerce général Import-Export

AFRIQUE FORTUNE

Vivre serein dans une propriété sécurisée

91 06 82 88 | 90 33 92 92 | afrikfortu@gmail.com

Avedji limousine-Lomé/TOGO (à 150m du Carrefour limousine allant vers 2 lions)

Togo / Partenariat stratégique

ACED et l'INSEED s'associent pour renforcer l'utilisation des données

Le Centre Africain pour le Développement Équitable (ACED) et l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques du Togo (INSEED) ont annoncé le 28 juin 2024, la signature d'un partenariat stratégique visant à améliorer la qualité et l'accessibilité des données au Togo, dans des secteurs clés du développement durable.

● Joël Yanclou

ACED, organisation renommée pour son engagement en faveur du développement équitable en Afrique, et l'INSEED, pilier du système statistique national togolais, ont officiellement scellé un partenariat stratégique. Ce partenariat vise à transformer la manière dont les décideurs et praticiens accèdent, utilisent et appliquent les données probantes dans des domaines cruciaux tels que les systèmes alimentaires, l'environnement, l'économie numérique et le développement humain. Ensemble, ACED et l'INSEED entreprendront plusieurs initiatives ambitieuses. Ils collaboreront étroitement pour améliorer la production, la qualité, et le partage des données spécifiquement dans les secteurs identifiés. Cette collaboration facilitera également l'accès des décideurs politiques et des praticiens togolais aux données et services offerts par l'INSEED, renforçant ainsi leur capacité à prendre des décisions informées et efficaces. Le partenariat vise non seulement à augmenter la disponibilité des données mais aussi à encourager le partage des connaissances et le co-apprentissage dans la communauté statistique nationale. En mobilisant des ressources humaines, techniques et financières, ACED et l'INSEED s'engagent à renforcer les capacités des acteurs locaux, notamment en répondant aux besoins spécifiques



en formation et en expertise. Ce partenariat entre ACED et l'INSEED marque un tournant dans l'approche du développement au Togo. En favorisant une utilisation accrue des données probantes, il répond à un besoin crucial de transparence et de rigueur dans la prise de décisions politiques et économiques. En effet, dans un contexte où les défis de développement durable exigent des réponses efficaces et ciblées, l'accès à des données de qualité devient essentiel. Le choix des domaines prioritaires tels que l'environnement et l'économie numérique reflète une volonté d'adapter les politiques publiques aux défis contemporains. L'initiative vise également à renforcer la position de l'INSEED en tant que moteur de l'information statistique nationale, capable de répondre aux besoins diversifiés des acteurs du développement. ACED, fondé sur le principe d'un développement équitable en Afrique francophone, et

l'INSEED, pivot du système statistique togolais, jouent des rôles complémentaires dans ce partenariat. ACED apporte son expertise en recherche et en action, tandis que l'INSEED garantit la fiabilité et l'harmonisation des données produites à travers le pays. Ce partenariat n'est pas seulement une collaboration bilatérale ; il représente également une étape significative vers une approche Sud-Sud du développement, où les institutions locales renforcent leur capacité à influencer positivement les politiques régionales et sous-régionales. L'annonce de ce partenariat entre ACED et l'INSEED offre une perspective prometteuse pour l'avenir du Togo en matière de développement durable. En unissant leurs forces, ces organisations visent à créer un environnement propice à une prise de décision informée et efficace, essentielle pour un développement durable et équitable à long terme.

Image du jour



© Franck Bortelle

● Les communautés françaises et togolaises sont heureuses de célébrer la décoration de Monsieur Alain Laëron au rang de Chevalier des Arts et des Lettres vendredi 28 juin 2024.

AUX DECIDEURS ...

Emplois et jeunes Africains

On estime que 23,6 millions de jeunes Africains (âgés de 15 à 35 ans) sont au chômage, soit un sur 22 (4,5 %). Ce chiffre devrait atteindre 27 millions d'ici 2030, ce qui rend le besoin d'emplois crucial. Mais la clé de bonnes politiques de création d'emplois réside dans des données fiables.

Dans ce contexte, le World Data Lab (une entreprise de données produisant des estimations sur les dépenses et la démographie) et la Fondation Mastercard ont lancé l'Africa Youth Employment Clock – un outil permettant de suivre la croissance de l'emploi des jeunes et de prévoir les tendances en la matière jusqu'en 2030.

Moina Spooner, de The Conversation Africa, a demandé à la scientifique des données Katharina Fenz, qui a développé la méthodologie et la modélisation des données pour l'horloge, quelles étaient leurs principales conclusions et ce qu'elles espéraient réaliser.

L'Africa Youth Employment Clock fournit des informations en temps réel sur la situation professionnelle des individus âgés de 15 à 35 ans sur l'ensemble du continent. Cela signifie que les chiffres de l'emploi évoluent constamment, affichant de nouvelles prévisions chaque jour. Cela inclut la situation professionnelle des jeunes et le fait qu'ils soient en formation ou en éducation.

L'horloge fonctionne en agrégeant et en analysant des données sur le marché du travail et l'éducation provenant de diverses sources afin de présenter une image complète de la dynamique de l'emploi des jeunes. Les sources comprennent des données nationales et des données de l'Organisation internationale du travail.

La période à laquelle les données sont collectées dépend des données nationales disponibles. Nous avons trouvé et utilisé des données cohérentes pour 54 pays africains. S'il manquait des données nationales, nous avons comblé les lacunes en utilisant des valeurs estimées de points de données connus ou des moyennes régionales. Nous avons choisi la méthode qui semblait la plus adaptée aux données de chaque pays.

Les données sont ventilées par sexe, niveau d'études et secteur. Elles fournissent des informations nuancées sur les défis et les opportunités auxquels sont confrontés les jeunes sur le marché du travail. Elles montrent quels groupes de jeunes ont le plus besoin de soutien, par exemple s'il y a plus d'hommes ou de femmes au chômage ou quel est le lien entre le niveau d'études et le chômage.

Les données mettent également en évidence les variations du niveau de scolarité des jeunes dans différents pays. Les données sur les niveaux d'éducation proviennent de l'Institut international d'analyse des systèmes appliqués et du Centre Wittgenstein. Le Kenya a surpassé la moyenne continentale sur ce point : 80 % des jeunes Kenyans ont atteint l'enseignement secondaire, contre 46 % dans l'ensemble de l'Afrique.

L'une des principales préoccupations est le nombre constamment élevé de jeunes qui ne travaillent pas, ne suivent pas d'études ou de formation dans de nombreux pays africains.

En 2024, 111,6 millions de jeunes Africains, soit 21,2 % de tous les jeunes Africains, étaient hors de la population active. Les chômeurs et les personnes hors de la population active sont deux groupes différents. Les chômeurs sont ceux qui n'ont actuellement pas d'emploi, mais qui en recherchent un. Les personnes hors de la population active n'ont pas non plus d'emploi, mais n'en recherchent pas. Par exemple, elles peuvent s'occuper à plein temps de membres de leur famille.

Les investissements dans les programmes d'éducation et de développement des compétences peuvent aider les jeunes à bénéficier d'opportunités d'emploi décent. À mesure que les économies s'éloignent de l'agriculture pour se tourner vers l'industrie et les services, les entreprises ont besoin d'une main-d'œuvre plus qualifiée répondant aux normes internationales.

En outre, la technologie prend de plus en plus d'importance dans de nombreux emplois. Les entreprises recherchent des personnes possédant des compétences en informatique et en mathématiques. Ces compétences ne sont souvent accessibles qu'aux personnes ayant au moins un diplôme d'études secondaires.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Enquêtes / Transformation digitale

Vers une finance numérique responsable dans l'UEMOA

Pour la première fois, il existe des données complètes sur les risques auxquels sont confrontés les utilisateurs de services financiers numériques (SFN) dans la région de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), et elles soulignent la nécessité d'écosystèmes financiers numériques plus responsables.

Même si les services financiers numériques ont permis de réduire les coûts et se sont avérés plus pratiques pour les clients, ils ont apporté de nouveaux risques qui peuvent avoir un impact négatif sur la vie des consommateurs. Les données Findex 2021 montrent des données préoccupantes en termes de protection des consommateurs, et l'étude globale 2022 du CGAP (Groupe consultatif d'assistance aux pauvres) sur l'évolution de la nature et de l'ampleur des



• Crédit photo : Annika Hammerschlag 2024

national Fair Digital Finance Index. Cela souligne la nécessité de mieux surveiller les risques pour les consommateurs

sant les risques pour les consommateurs et en garantissant leur valeur. Travaillant en étroite collaboration avec

les transferts et les paiements via mobile money.

La finance numérique n'est pas encore accessible à tous

Le CGAP a constaté un écart de 10 à 30 points de pourcentage entre l'utilisation des femmes et des hommes, ainsi qu'un important "biais urbain" dans tous les pays, avec seulement 15 % des utilisateurs de mobile money résidant dans les zones rurales de Côte d'Ivoire, par exemple.

Les utilisateurs de SFN sont confrontés à des défis importants dans les trois pays étudiés

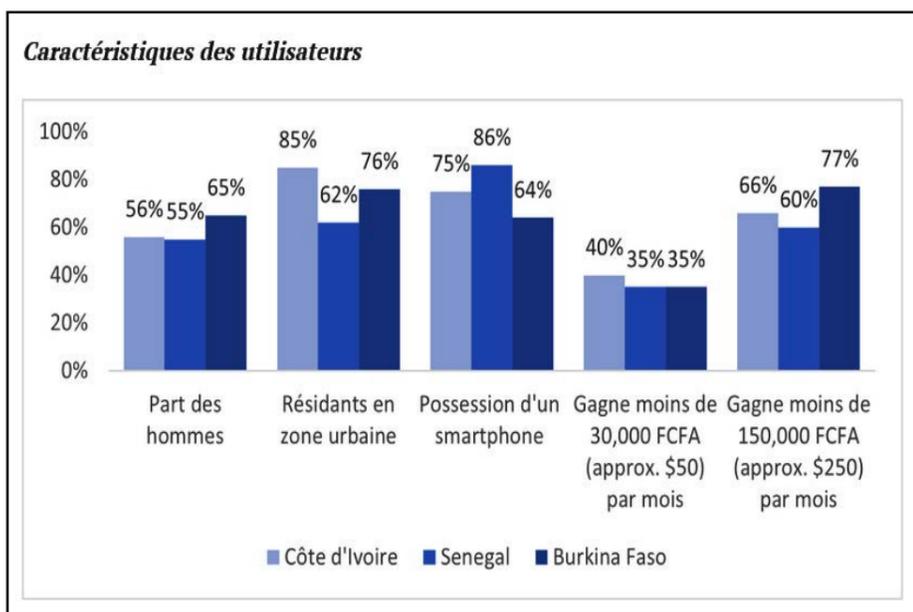
Selon les pays, les enquêtes ont montré qu'entre 68 % et 90 % des utilisateurs étaient confrontés à des risques liés à l'utilisation de SFN au cours de l'année écoulée. Ces risques ont entraîné des pertes financières pour une grande partie des utilisateurs au Sénégal et en Côte d'Ivoire (respectivement 32 % et 40 %), mais dans

une moindre mesure au Burkina Faso (16 %). Dans les trois pays, les enquêtes révèlent des difficultés importantes à effectuer correctement des transactions pour près de 40 % des utilisateurs.

L'exposition à la fraude est une préoccupation majeure au Sénégal et en Côte d'Ivoire

Quelques 43 % des utilisateurs de mobile money au Sénégal et 28 % des utilisateurs en Côte d'Ivoire ont déclaré avoir été exposés à au moins une tentative de fraude au cours des 12 derniers mois. Le manque de transparence est également préoccupant, puisque 55 % (Sénégal) et 33 % (Côte d'Ivoire) des utilisateurs n'ont pas été informés du coût du service avant d'effectuer une transaction. Ces risques sont plus faibles au Burkina Faso.

• Caractéristiques des utilisateurs

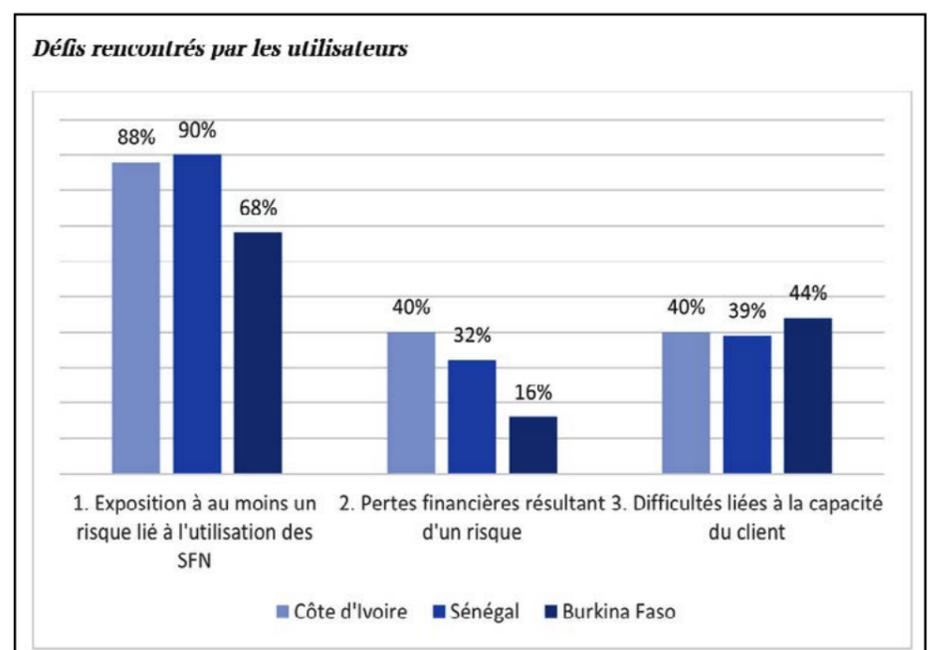


risques liés à la finance numérique pour les consommateurs a révélé une augmentation de la variété et de la fréquence des fraudes et de l'utilisation abusive des données des consommateurs – ce qui a été confirmé par le récent rapport de l'OCDE Consumer Finance Risk Monitor et le rapport de Consumers Inter-

et de favoriser une finance numérique plus responsable, en particulier dans les pays où ils progressent rapidement. Dans cet esprit, le CGAP a lancé en 2021 le Lab de protection des consommateurs des services financiers numériques de l'UEMOA (WAE-MU lab). Le Lab vise à rendre les services financiers numériques de la région plus responsables, en rédui-

les autorités locales et régionales, en particulier les Observatoires de la qualité des services financiers, le CGAP a mené des enquêtes téléphoniques nationales sur l'expérience et l'exposition des consommateurs aux risques liés aux SFN en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Burkina Faso. Dans les trois pays, la finance numérique est principalement utilisée pour

• Défis rencontrés par les utilisateurs



Suite à la page 5

Indice de Développement Humain (IDH)

Les résultats du classement du Togo dévoilés à Lomé

Le ministère de la planification du développement et de la coopération a organisé ce jour un atelier de dissémination à l'endroit des médias sur l'indice de développement humain (IDH). Les travaux de cet atelier ont été présidés par Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la République en présence de Yawa Kouigan, ministre de la communication et des médias, porte-parole du gouvernement.

● Joël Yanclou

L'objectif de cette rencontre est d'échanger avec les acteurs des médias sur les performances du Togo en matière de développement humain ainsi que les facteurs explicatifs desdits progrès, particulièrement les réalisations enregistrées dans le cadre de la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025. Le Togo en tête de l'IDH dans l'UEMOA, un modèle de développement centré sur l'humain. Le pays célèbre une avancée majeure dans son développement humain, se classant en tête de l'UEMOA avec un score impressionnant de 0,547 sur l'Indice de Développement Humain (IDH), établi par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Cette performance marque une amélioration notable par rapport au score de 0,495 enregistré en 2013, soulignant ainsi les progrès constants du pays dans l'amélioration du bien-être de ses citoyens. L'IDH, un indice composite, évalue trois principaux critères : la santé et la longévité, mesurées par l'espérance de vie à la naissance ; le niveau d'éducation, évalué par la durée moyenne de scolarisation des adultes et la durée prévue de scolarisation des enfants ; et le niveau de vie, mesuré par le revenu brut par habitant ajusté en fonction de la parité de pouvoir d'achat.

Des résultats édi-



fiants

Les résultats détaillés montrent que le Togo affiche une espérance de vie à la naissance de 61,6 ans, une durée moyenne de scolarisation de 5,6 ans et un revenu brut par habitant de 2214 dollars. Ces chiffres témoignent des avancées concrètes dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des conditions de vie, grâce à des initiatives stratégiques et des investissements soutenus par le gouvernement. Le secteur de la santé a vu une amélioration significative avec une accessibilité géographique aux soins de santé passant à 90,7% en 2023, contre 71% en 2020. Le programme Woézu a bénéficié à plus de 400 000 femmes, facilitant plus de 220 000 accouchements sécurisés. De plus, des efforts soutenus ont été déployés pour renforcer le personnel médical et développer les infrastructures sanitaires à travers la construction de six hôpitaux mère-enfant et la réhabilitation de près de 150 formations sanitaires. Dans le secteur de l'éducation, le Togo a amélioré son taux d'achèvement scolaire à 88,7% et augmenté les transitions entre les niveaux éducatifs primaires et secon-

dares. Plus de 5000 salles de classe ont été construites ou réhabilitées, et un nombre substantiel d'enseignants ont été recrutés pour renforcer le système éducatif. Le domaine de l'eau a également enregistré des progrès notables, avec une augmentation de l'accès à l'eau potable à 69% et la réalisation de plus de 12 500 forages et 60 000 branchements domestiques.

L'IDH au centre des priorités

Sandra Ablamba Johnson, secrétaire générale de la présidence, a souligné l'engagement du Togo à placer le développement humain au centre de ses priorités économiques et sociales. Mme Johnson a déclaré : « Le Togo a choisi un chemin de développement centré sur l'humain, une approche complexe mais durable. Nous avons concentré nos efforts sur la santé, l'éducation et les infrastructures pour assurer un progrès inclusif et durable pour tous nos citoyens ». Ce classement remarquable du Togo dans l'UEMOA témoigne des succès obtenus grâce à une stratégie de développement holistique, visant à améliorer la qualité de vie de la population et à promouvoir une croissance économique inclusive. Le Togo se positionne non seulement comme un leader régional en matière de développement humain, mais aussi comme un exemple inspirant pour d'autres nations africaines aspirant à un développement durable et équitable.

Environnement

Vers une meilleure gestion des périphéries des aires protégées

Au Togo, les périphéries des aires protégées vont faire l'objet d'un suivi plus attentif. Le ministère de l'environnement a en effet lancé la semaine écoulée (27 juin), le Projet de gestion intégrée des périphéries des aires protégées (GIPAP).

L'initiative financée par l'Union Européenne (UE) s'étend sur une période de cinq ans et profitera à 7.000 ménages. Elle est la composante 2 du Programme d'appui à la lutte contre le changement climatique, la protection de la biodiversité et l'agroécologie (PALCC+), un projet mis en œuvre pour davantage contribuer à la préservation de l'environnement et renforcer le système écologique. Concrètement, le projet permettra de réduire les pressions anthropiques exercées par les populations riveraines sur trois aires protégées : le Parc Fazao-Malfakassa, la forêt classée d'Abdoulaye et la réserve de Togodo-Mono. «

Nous voulons qu'à terme, les trois aires protégées deviennent des espaces promoteurs de développement durable », a indiqué Honam Etsri, coordonnateur national du PALCC+. A travers ce projet, plusieurs activités sont prévues pour assurer la durabilité des ressources.

Entre autres, le reboisement, l'élevage et le maraîchage. Pour rappel, depuis l'an dernier, le Togo s'est doté d'un Office national des aires protégées (ONAP). Une loi est également en préparation en vue d'une meilleure gestion de ces espaces.

(Togo Officiel)



Togo

Une cinquantaine d'innovations identifiées à "potentiel commercial élevé"

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo) a dévoilé, mardi 2 juillet à Lomé, les résultats d'une étude dédiée à la recherche et à l'innovation, visant à encourager les jeunes inventeurs et innovateurs togolais. 48 inventions et innovations ont alors été sélectionnées pour leur pertinence et leur potentiel commercial élevé.

Le but désormais est de valoriser ces découvertes sous forme de produits marchands et de créer des opportunités de transfert de technologie et d'investissement pour les bailleurs de fonds. « Au Togo, les gens se battent en matière de recherche et sont souvent seuls. Ils produisent des résultats pertinents, mais n'ont pas les moyens de se faire connaître ou de les valoriser », a indiqué Nathalie Bitho, présidente de la CCI-Togo, soulignant l'importance de soutenir les chercheurs togolais.

Une Unité de Recherche et d'Innovation

Afin de faciliter la mise en relation entre les chercheurs et les opérateurs économiques, la CCI-Togo a lancé



dans la foulée l'Unité d'implémentation des résultats de recherches et de l'innovation au Togo (UIRRI). La structure aura pour mission de valoriser les résultats de recherches et d'implémenter les innovations, servant ainsi de pont entre les inventeurs, les investisseurs et les autres acteurs économiques. Par ailleurs, la Chambre de Commerce et d'Industrie a indiqué qu'une formation en rédaction de projets de

recherche et en acquisition de financements extérieurs sera organisée pour les chercheurs et innovateurs. Celle-ci couvrira des domaines tels que la rédaction de projets, le management de projets et la propriété intellectuelle. Cette année, 45 chercheurs de l'Université de Lomé, inventeurs et innovateurs, ont été bénéficiaires de ce programme.

Avec Togo First

Le Togo en chiffres

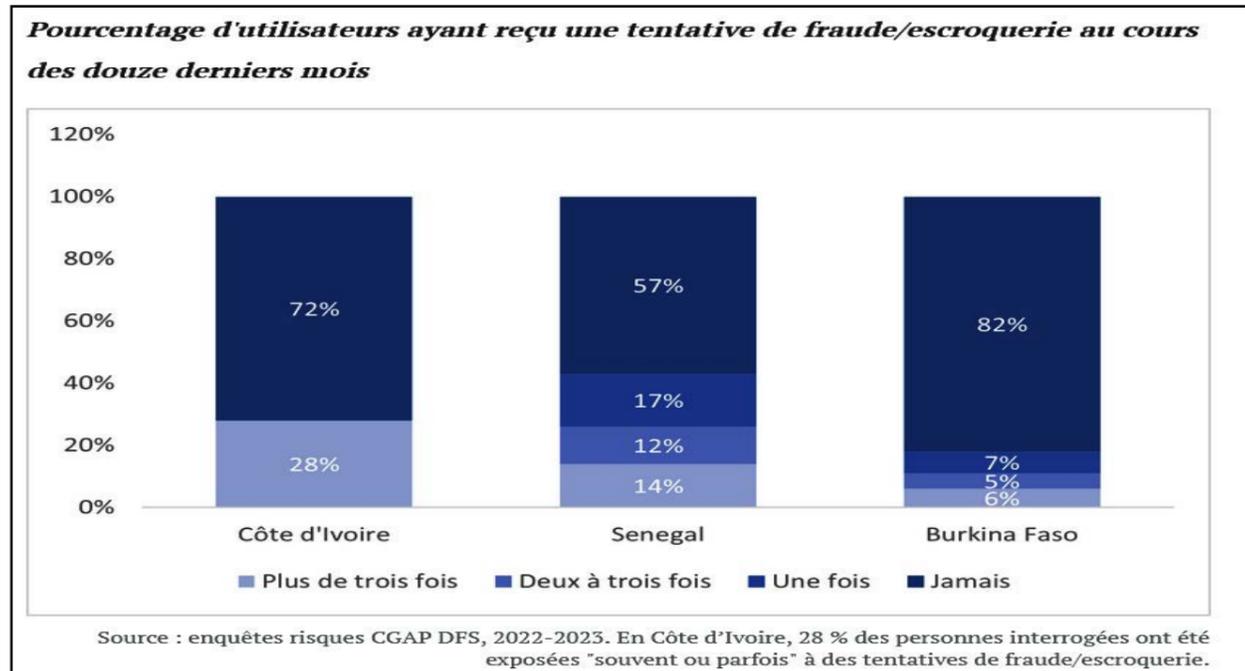
Principaux pays partenaires du Togo	
Principaux clients (% des exportations)	Principaux fournisseurs (% des importations)
Burkina Faso	Chine
Mali	France
Bénin	Inde
Niger	Ghana
Ghana	Japon
Inde	Nigeria
Côte d'Ivoire	Allemagne

Indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1

Indicateurs du commerce extérieur	
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0

Profil commercial					
Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.421	2.156
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	357	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Suite de la page 3

● **Pourcentage d'utilisateurs ayant reçu une tentative de fraude/escroquerie au cours des douze derniers mois**

● **Source : enquêtes risques CGAP DFS, 2022-2023. En Côte d'Ivoire, 28 % des personnes interrogées ont été exposées "souvent ou parfois" à des tentatives de fraude/escroquerie.**

Les mécanismes de recours varient considérablement d'un pays à l'autre

Alors que le Burkina Faso se distingue par son taux élevé d'utilisation du service client (84 %) et de résolution de problèmes (94 %), en Côte d'Ivoire et au Sénégal, la résolution des plaintes est plus faible. En Côte d'Ivoire, 33 % des utilisateurs contactent le service client avec une résolution des plaintes de 72 %, et au Sénégal, 47 % contactent le service client avec une résolution des plaintes de 86 %.

Les agents ne disposent pas toujours de liquidités mais ils peuvent aider les consommateurs à effectuer des transactions

Les agents ont tendance à jouer un rôle positif en aidant les consommateurs à comprendre les services, mais ils ne disposent pas

toujours des liquidités nécessaires pour que les consommateurs puissent effectuer un retrait. Par exemple, en Côte d'Ivoire, ils mettent en garde ces derniers contre d'éventuelles fraudes, mais les enquêtes ont également révélé qu'ils manquaient de liquidités.

"Il y a des clients qui viennent de villages éloignés pour retirer de l'argent et pouvoir faire face à leurs dépenses quotidiennes... mais l'agent leur dit qu'il n'y a plus d'argent, alors qu'il n'a besoin que de 15 000 FCFA (environ 25 dollars) pour subvenir à ses besoins." Utilisateur de mobile money à Niakhar, Sénégal

Les trois pays se caractérisent par un réseau mobile médiocre, ce qui empêche la fluidité des transactions et expose les utilisateurs à des pertes d'argent. Dans ces trois pays, 61 % (Côte d'Ivoire), 44 % (Sénégal) et 55 % (Burkina Faso) des utilisateurs de SFN ont été confrontés à ce défi au moins une fois

au cours des douze derniers mois.

Étonnamment, des différences significatives entre les sexes dans l'exposition globale au risque ont rarement été observées

Tout au long des enquêtes, nous avons collecté des données ventilées par sexe, car nous nous attendions à ce que les femmes soient beaucoup plus exposées aux risques que les hommes. Cependant, les résultats sont plus nuancés que prévu. Par exemple, dans les trois pays étudiés, nous n'avons observé aucune différence significative entre les sexes en termes d'exposition au risque ou de difficultés liées à la capacité à utiliser les services financiers numériques, mais les femmes ont déclaré avoir besoin de plus d'assistance que les hommes pour utiliser les services.

Une consommatrice interrogée par le CGAP dans une petite ville du Burkina Faso a déclaré : "pour une

meilleure utilisation de leurs comptes mobiles, les femmes devraient être formées et sensibilisées sur la nécessité de garder leur mot de passe secret".

Des écarts entre les sexes existent pour des risques spécifiques. Les femmes ont commis moins d'erreurs de destinataire ou de montant (écart de 6 à 7 %), car elles sont plus susceptibles de demander de l'aide et utilisent souvent un seul compte. Cependant, les femmes ont eu plus de difficultés à naviguer dans les menus et à utiliser la syntaxe USSD, ce qui concorde avec le fait que les femmes sont plus susceptibles de demander de l'aide pour utiliser les services.

Un autre résultat surprenant dans les trois pays est que les femmes n'ont pas une forte préférence pour les transactions avec des agents du même sexe, avec seulement 4 à 12 % exprimant cette préférence.

Les résultats de l'enquête ont déclenché

de nombreuses initiatives qui contribueront à des SFN plus responsables

Il est urgent que l'utilisation des SFN conduisent à de meilleures expériences clients et de meilleurs résultats pour les consommateurs de la région, comme le montrent ces enquêtes nationales. Ces dernières ont également accéléré la collaboration entre les parties prenantes au sein de l'écosystème financier numérique de chaque pays, débouchant sur des actions concrètes :

• Les autorités du secteur financier de chaque pays

(par exemple les agences du ministère des Finances) ont élaboré des plans d'action pour réduire les risques pour les consommateurs en consultation avec d'autres acteurs de la finance numérique. En Côte d'Ivoire, par exemple, l'OQSF a développé un comparateur de prix pour améliorer la transparence des prix du mobile money et une vidéo destinée au public pour alerter contre la fraude au niveau des SFN.

• **Les prestataires de services financiers numériques** au Sénégal et en Côte d'Ivoire, comme MTN, Orange et Wave, intensifient leurs efforts pour lutter contre la fraude, particulièrement répandue dans les deux pays. L'OQSF et les prestataires ont également mené des campagnes

de sensibilisation au Sénégal pour lutter contre la fraude et les escroqueries.

• **Les bailleurs de fonds internationaux** soutiennent des pratiques plus responsables dans ces trois pays et au-delà. La Commission américaine du commerce a organisé le renforcement des capacités des régulateurs, et la Banque mondiale aide le Niger à lancer une enquête nationale similaire.

• Enfin, au niveau régional, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) revoit le cadre réglementaire de la protection des consommateurs dans les services financiers, y compris les SFN.

En conclusion, le WAEMU Lab ne portera ses fruits que si les utilisateurs des SFN sont confrontés à moins de risques et obtiennent ce qu'ils attendent des services souscrits. Nous ne pouvons le savoir qu'en surveillant la situation sur le terrain. En Côte d'Ivoire, le WAEMU Lab aide les autorités locales à suivre l'évolution des risques et de l'expérience des consommateurs par le biais d'une seconde enquête. Les résultats nous diront si les risques ont diminué depuis la première enquête menée en 2022.

*Par Eric Duflos et
Corinne Riquet,
CGAP*

BCEAO

Jean-Claude Kassi BROU à la Conférence Annuelle de la BRI

Le Gouverneur de la BCEAO, Jean-Claude Kassi BROU, a participé le 30 juin 2024, à la conférence annuelle de la Banque des Règlements Internationaux (BRI), où il a abordé les défis persistants liés à l'inflation en Afrique, soulignant les facteurs régionaux et les mesures prises pour stabiliser l'économie.

● Joël Yanclou

Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la BCEAO, a pris la parole lors de la conférence annuelle de la Banque des Règlements Internationaux (BRI) à Bâle, centrée cette année sur le thème "Inflation et politique monétaire en Afrique : comprendre les défis régionaux". Dans son intervention, le Gouverneur a souligné que malgré la résilience globale de l'activité économique mondiale, les pressions inflationnistes persistent en Afrique de l'Ouest, en raison de divers facteurs perturbateurs. Il a identifié plusieurs sources de pression inflationniste dans les pays de l'UEMOA, notamment la baisse de la production alimentaire due aux changements climatiques, la hausse des prix des produits alimentaires et pétroliers importés, ainsi que les crises sécuritaires affectant certains pays du Sahel. Ces éléments ont contribué à une augmentation significative des prix au sein de l'Union en 2022, atteignant un pic de 8,8 % en août de cette année-là. Jean-Claude Kassi BROU a souligné que grâce aux mesures appropriées mises en œuvre par la BCEAO et les États membres



de l'UEMOA à partir de 2023, ces pressions inflationnistes ont commencé à se stabiliser. Les décisions prises par le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO, notamment le maintien des taux directeurs inchangés lors des réunions de mars et juin 2024, ont été cruciales pour préserver la stabilité économique dans la région. L'intervention du Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU expose l'importance de la coordination entre les politiques monétaire et budgétaire pour contrôler l'inflation. En maintenant les taux directeurs stables malgré les défis persistants, la BCEAO vise à assurer la stabilité monétaire tout en soutenant la croissance économique et en favorisant l'inclusion financière. La situation économique de l'UEMOA reste sensible aux facteurs externes tels que les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et les tensions géopolitiques, ce qui nécessite

une vigilance continue de la part des autorités monétaires pour atténuer les effets négatifs sur l'économie régionale. La BCEAO, en tant qu'institution clé dans la gestion de la politique monétaire des huit pays membres de l'UEMOA, joue un rôle central dans la régulation économique de la région. L'intervention de Jean-Claude Kassi BROU à la conférence de la BRI reflète l'engagement de la BCEAO à partager ses expériences et à coopérer au niveau international pour renforcer la stabilité financière mondiale. La participation du Gouverneur Jean-Claude Kassi BROU à cette conférence témoigne de l'engagement continu de la BCEAO à naviguer à travers les défis économiques régionaux avec résilience et détermination, tout en promouvant une politique monétaire responsable et efficace pour le bien-être des économies de l'UEMOA.

Formation

La Côte d'Ivoire veut étendre la formation professionnelle au supérieur

En 2023, le METFPA a signé un partenariat avec l'INSA de Lyon engageant cette dernière à intégrer les jeunes Ivoiriens dans ses cycles de formation d'ingénieurs. Un an plus tard, les partenaires veulent implanter une école d'ingénieurs sur le sol ivoirien.

La Côte d'Ivoire ambitionne de lancer un cycle de formation professionnelle dans l'enseignement supérieur. Sous l'égide du ministère de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage (METFPA), le pays se prépare à ouvrir une école d'ingénieurs, a-t-on appris au sortir d'une réunion tenue, vendredi 21 juin, entre les responsables du ministère et de l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Lyon en France. Partenaire du projet, l'école lyonnaise va apporter son expertise en matière de formation du personnel enseignant et d'octroi des équipements pour la formation des apprenants. « Mon rôle est de coconstruire avec vous (INSA, Ndlr) cette école d'ingénieur qui va nous



permettre d'avoir le supérieur de l'enseignement technique pour recruter plus de jeunes », a déclaré le chef du département ministériel, N'Guesan Koffi. Pour l'heure, le ministère ivoirien n'a pas été plus explicite sur le projet. Toutefois, l'instruction a laissé entendre que l'un des objectifs est d'accroître la visibilité de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle. Ce qui permettra d'attirer plus

d'apprenants et de leur offrir des parcours de formation supérieurs. Ce projet est la suite d'une collaboration déjà existante entre l'INSA et le METFPA. En juillet 2023, les deux structures ont conclu un partenariat dans lequel l'école lyonnaise s'est engagée à soutenir, d'une part, la création de classes préparatoires scientifiques en Côte d'Ivoire et, d'autre part, de former les jeunes Ivoiriens diplômés de l'enseignement technique et professionnel. L'idée est de faire d'eux des ingénieurs industriels capables d'intégrer directement le marché du travail ivoirien. Notons que l'INSA est l'une des 204 écoles d'ingénieurs françaises accréditées pour délivrer un diplôme d'ingénieur.

Avec Agence Ecofin

Protocole d'accord

Attijariwafa Bank et la ZLECAf stimulent le commerce intra-africain

En marge du Forum International Afrique Développement, le groupe Attijariwafa bank et le Secrétariat de la Zone de Libre-échange Continentale Africaine (ZLECAf) ont signé le 30 juin 2024, un protocole d'accord visant à intensifier leur collaboration pour faciliter le commerce et l'investissement à travers le continent.

● Wilson Lawson

Lors de l'Édition 2024 du Forum International Afrique Développement, à Rabat, un accord historique a été conclu entre Attijariwafa bank et la ZLECAf. Sous la houlette de M. Mohamed El Kettani, Président Directeur Général du groupe bancaire panafricain, et S.E.M. Wamkele Mene, Secrétaire Général du Secrétariat de la ZLECAf, ce protocole d'accord vise à maximiser les impacts positifs de la ZLECAf sur le continent. Ce partenariat stratégique engage les deux parties à coopérer étroitement pour mobiliser des ressources et soutenir la mise en œuvre de projets dans des secteurs clés tels que l'infrastructure, l'énergie, l'agriculture, l'agro-industrie, l'automobile, l'industrie pharmaceutique, ainsi que les transports et la logistique. Attijariwafa bank s'engage également à promouvoir les African Trading Companies, soutenant ainsi le commerce intra-africain et la participation des femmes et des jeunes entrepreneurs à travers le continent.

Intégration économique

La signature de ce protocole d'accord revêt une importance cruciale pour l'intégration économique de l'Afrique. En s'associant avec la ZLECAf, Attijariwafa bank renforce son rôle



en tant qu'acteur clé dans la promotion du commerce et de l'investissement intra-africain. La coopération prévue comprend des initiatives visant à sensibiliser, former et accompagner les acteurs économiques africains, tout en facilitant l'accès aux financements nécessaires pour la réalisation de projets stratégiques. L'engagement commun à participer à des événements économiques majeurs comme le Forum International Afrique Développement et à organiser des webinaires sectoriels démontre une volonté partagée d'échanger des connaissances et de catalyser les opportunités économiques sur le continent. Cette approche collaborative est essentielle pour stimuler une croissance économique inclusive et durable à travers l'Afrique.

Créer un marché unique

La ZLECAf, initiative continentale ambitieuse lancée en 2018, vise à créer un marché unique pour les biens et ser-

vices en Afrique en éliminant les barrières tarifaires et non tarifaires. Ce protocole d'accord avec Attijariwafa bank témoigne de l'engagement renforcé des acteurs économiques africains à travailler ensemble pour atteindre cet objectif ambitieux. La déclaration de S.E.M. Wamkele Mene lors de la cérémonie de signature souligne l'importance de renforcer les infrastructures et de mobiliser les acteurs économiques à tous les niveaux pour maximiser les bénéfices de la ZLECAf. De son côté, M. Mohamed El Kettani a exprimé la détermination d'Attijariwafa bank à jouer un rôle clé dans cette dynamique de croissance et d'intégration économique. Cet accord entre Attijariwafa bank et la ZLECAf marque une étape significative vers une Afrique plus intégrée économiquement, compétitive sur la scène mondiale et prospère pour tous ses citoyens. Ensemble, ils ouvrent la voie à une nouvelle ère de développement durable et de coopération économique au sein du continent africain.

Maroc

Accord de prêt de 14,6 millions \$ entre Procaneq et la BERD

Le sous-traitant minier du groupe marocain OCP veut renforcer ses investissements verts grâce à un prêt de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Le financement renforcera ses activités dans le secteur minier.

Le marocain Procaneq, qui fournit des services de sous-traitance minière à l'Office chérifien de Phosphate (OCP) a conclu le mardi 2 juillet 2024, un accord de prêt de 13,6 millions d'euros (14,6 millions \$), avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). La facilité servira à soutenir ses investissements verts. Procaneq prévoit en effet d'acquérir des équipements économes en énergie pour ses activités d'extraction et de transport



de minerais de phosphate. Procaneq bénéficiera également d'une assistance technique, lui permettant d'améliorer notamment la qualité de son reporting. La banque travaillera avec l'entreprise pour contribuer à renforcer ses cadres juridiques, réglementaires et institutionnels,

indique le communiqué de la BERD. Notons que le Maroc est un membre fondateur de cette banque européenne. Le royaume est devenu bénéficiaire de ses ressources en 2012. A ce jour, elle a investi plus de 4,6 milliards d'euros dans le pays à travers 103 projets.

Avec Agence Ecofin

jeudi 4 juillet 2024

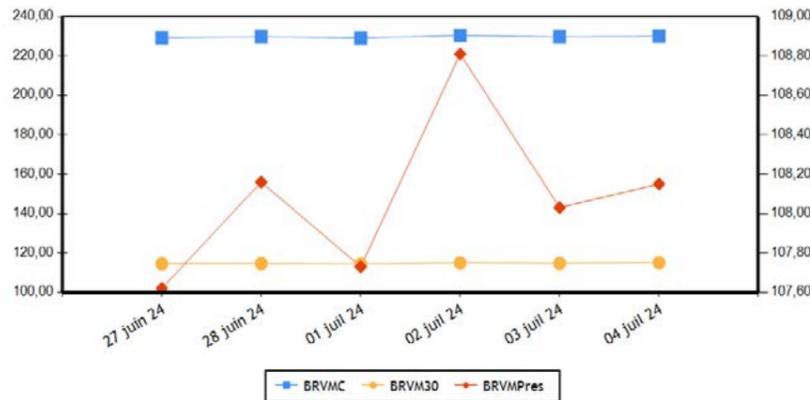
N° 126

BRVM COMPOSITE	229,88
Variation Jour	0,10 %
Variation annuelle	7,35 %

BRVM 30	115,05
Variation Jour	0,26 %
Variation annuelle	6,68 %

BRVM PRESTIGE	108,15
Variation Jour	0,11 %
Variation annuelle	6,58 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	8 552 303 199 304	0,10 %
Volume échangé (Actions & Droits)	221 654	70,00 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	2 114 473 887	393,35 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	14	7,69 %
Nombre de titres en baisse	13	-23,53 %
Nombre de titres inchangés	15	25,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	6 285	7,44 %	4,75 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 600	3,23 %	8,47 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	875	2,94 %	10,76 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	10 400	2,46 %	11,83 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 200	2,33 %	-12,00 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	108,15	0,11 %	6,58 %	117 240	1 845 325 465	6,65
BRVM-PRINCIPAL	36	111,13	-0,02 %	6,90 %	104 414	269 148 422	8,98

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	105,73	0,04 %	4,65 %	42 442	240 324 735	7,98
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	583,07	0,19 %	9,71 %	104 188	1 794 134 435	9,01
BRVM - FINANCES	15	91,95	-0,09 %	6,40 %	60 863	53 741 097	5,88
BRVM - TRANSPORT	2	317,84	0,00 %	-3,96 %	6 601	8 459 790	4,11
BRVM - AGRICULTURE	5	171,59	-0,04 %	6,21 %	1 454	7 147 905	11,77
BRVM - DISTRIBUTION	7	329,62	0,67 %	0,43 %	5 602	10 312 915	39,78
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	894,56	-2,03 %	-19,44 %	504	353 010	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,99
Taux de rendement moyen du marché	8,73
Taux de rentabilité moyen du marché	10,36
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	149
Volume moyen annuel par séance	373 406,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 160 593 272,66

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	12,34
Ratio moyen de satisfaction	37,45
Ratio moyen de tendance	303,61
Ratio moyen de couverture	32,94
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	6,77
Nombre de SGI participantes	30

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Voiture électrique

L'Indonésie ouvre sa première usine de batteries

L'usine est une coentreprise des constructeurs sud-coréens Hyundai Motor Group et LG Energy. Elle permettra de produire des batteries pour les véhicules électriques de Hyundai, batteries qui équiperont notamment 50.000 unités du SUV Kona. Premier producteur de nickel au monde, Jakarta souhaite désormais se placer comme un acteur mondial dans la chaîne d'approvisionnement du secteur des véhicules électriques.

L'Indonésie franchit une nouvelle étape. Le pays a inauguré ce mercredi sa première usine de batteries pour véhicules électriques, en présence du président Joko Widodo. L'usine située dans la ville de Karawang, dans l'ouest de la grande île de Java, est une coentreprise entre les constructeurs sud-coréens Hyundai Motor Group et LG Energy Solution (LGES). « Plus grande usine (de batteries) d'Asie du Sud-est », selon le président Joko Widodo, elle peut produire jusqu'à 10 gigawattheures (GWh) de cellules de batterie chaque année, capacité qui doit être portée à 20 GWh. La construction de ce site de production était prévue dans le cadre d'un accord d'un montant 9,8 milliards de dollars (9,1 milliards d'euros), portant sur les batteries pour véhicules électriques conclu entre l'Indonésie et LG, en 2020. Plus concrètement, l'usine va produire des batteries pour les véhicules électriques de Hyundai, batteries qui équiperont notamment 50.000 unités du SUV Kona. Son ouverture marque « un nouveau chapitre » qui illustre l'ambition du pays de devenir un acteur mondial dans la chaîne d'approvisionnement des véhicules électriques, a déclaré mercredi le président indonésien.

Le premier pays producteur de nickel



L'archipel peut compter sur ses ressources naturelles. En effet, le nickel est un élément essentiel de la fabrication de l'acier inoxydable, utilisé dans les batteries. « Nous disposons de ressources naturelles abondantes, mais pendant des décennies nous les avons exportées uniquement sous forme de matières premières sans valeur ajoutée », a déclaré le président. Le pays a interdit depuis le 1er janvier 2020 les exportations de minerai de nickel brut. Objectif, encourager les investissements dans la transformation du minerai sur le territoire indonésien. « Désormais, avec la construction de fonderies et de cette usine, nous deviendrons un acteur mondial important dans la chaîne d'approvisionnement mondiale des véhicules électriques », a ajouté celui que les Indonésiens appellent Jokowi. L'Indonésie est la région qui abrite les plus grands gisements de nickel au monde.

Chute des prix du

nickel

Néanmoins, la production indonésienne de nickel à bas coûts est à l'origine de la chute des prix de cette matière première à l'échelle mondiale. En 2023, le nickel a notamment baissé de près de 40%, poussant de nombreux groupes à repenser leurs projets ou à déprécier la valeur de leurs actifs. Ainsi, le géant minier BHP a annoncé en février qu'il allait réduire de 2,3 milliards de dollars la valeur de ses actifs australiens liés au nickel. La Nouvelle-Calédonie souffre également. Trois usines sont menacées de fermeture alors que la région, confrontée à une grave crise politique, dépend économiquement de sa production de nickel. Le groupe suisse Glencore, rival de BHP, a annoncé plus tôt dans l'année qu'il envisageait de se débarrasser de sa participation dans l'usine de production de ferronickel de Koniombo Nickel SAS (KNS) en raison d'importantes pertes.

(Avec AFP)

Immobilier

La baisse des prix s'accélère

Les prix de l'immobilier ancien ont continué de baisser, et même assez franchement, selon plusieurs réseaux d'agences. De quoi commencer à enrayer la chute des transactions. Les professionnels du secteur perçoivent toutefois un « attentisme » chez les acheteurs depuis la dissolution de l'Assemblée nationale.

Bonne nouvelle pour les Français ayant un projet d'achat immobilier. Les baromètres des réseaux d'agences sont unanimes : les prix au mètre carré dans l'ancien ont reculé depuis le début de l'année. De -8% sur un an au deuxième trimestre, selon Foncia. De leurs côtés, Orpi détecte une baisse de 7% pour l'ensemble du premier semestre et Laforêt de 4,1%. « Cette année, ça a bien commencé au premier trimestre et ça s'est accéléré au deuxième », a affirmé à l'AFP Jordan Frarier, président de Foncia Transaction. Pour rappel, au premier trimestre, les prix



des logements anciens ont reculé de 5,2% sur un an, selon l'indice Notaires-Insee, qui sert de référence. Un chiffre en concordance avec ceux de différentes agences : Orpi estimait que les prix au mètre carré dans l'ensemble du pays avaient reculé de 3% et Laforêt de 4,7%.

Taux de crédit et vendeurs plus souples

Cette baisse s'explique no-

tamment par la décre de taux de crédit pratiqués par les banques ces trois derniers mois. En témoigne le recul enregistré sur le taux d'usure pour les crédits immobiliers à 20 ans, de 23 points de base, comme annoncé la semaine dernière par la Banque de France. Depuis le 1er juillet, il s'élève ainsi à 6,16%, contre 6,39% sur le deuxième trimestre de l'année. C'est d'ailleurs la première fois qu'il recule depuis 2021. La baisse des prix vient aussi « des vendeurs qui sont un peu plus à l'écoute et qui baissent leur prix », ajoute Jordan Frarier.

(Avec AFP)

Temu, Shein et AliExpress

L'UE veut leur imposer des droits de douane

La Commission européenne se prépare à imposer des droits de douane sur les achats d'un montant de moins de 150 euros réalisés sur les plateformes en ligne telles que Temu, Shein et AliExpress, selon le Financial Times. Actuellement, les commandes d'un montant inférieur à ce seuil en sont exemptées, mais peut-être plus pour longtemps.



Les Français et les Européens vont-ils voir leur facture augmenter pour leurs petits achats sur les plateformes chinoises Temu, Shein et AliExpress ? C'est ce que souhaiterait la Commission européenne, d'après un article du Financial Times paru ce mercredi, citant trois sources au fait du dossier. Actuellement, des droits de douane existent déjà pour les achats de plus de 150 euros. Mais, selon le quotidien britannique, l'exécutif européen proposera, dans le courant du mois, d'abolir ce seuil en dessous duquel les marchandises achetées en ligne dans un pays tiers ne sont pas soumises aux droits de douane. Toujours selon le quotidien, l'UE a discuté de la suppression de ce seuil dans le cadre d'un projet de réforme du code des douanes européen, proposé par la Commission en mai 2023. Elle pourrait désormais chercher à accélérer son adoption pour contrer la montée en flèche des importations bon marché, rapporte le Financial Times. L'enjeu est gros : deux milliards de colis d'une valeur déclarée inférieure à 150 euros sont arrivés dans l'UE en provenance de pays tiers en 2023, selon les chiffres de Bruxelles. Il faut dire qu'avec les prix très bas qui y sont pratiqués, il est facile de ne pas dépasser ce seuil. Seule la marque Shein a pour le moment réagi à cette information. « Nous soutenons pleinement les efforts de législateurs pour réformer le règlement de minimis », a déclaré un porte-parole. De leur côté, Alibaba, la société mère d'AliExpress, Temu et l'UE n'ont pas encore répondu aux demandes de commentaires de l'agence de presse Reuters.

Des plateformes déjà soumises à des contrôles renforcés

L'UE a déjà placé ces trois plateformes chinoises dans son viseur. Elle les a en effet incluses à la liste de celles, en ligne, soumises à des contrôles renforcés dans le cadre de la nouvelle législation sur les services numériques (DSA). Entré en vigueur le 25 août dernier, ce règlement européen vise à lutter contre les contenus illicites et les produits illégaux chez les plus grandes plateformes du net. Outre Temu, Shein et AliExpress, 23 plateformes sont concernées, dont Amazon. Désormais elles doivent analyser les risques liés à leurs services et mettre en place les moyens pour les atténuer. Cette analyse devra faire l'objet d'un rapport annuel remis à la Commission européenne, qui assume un rôle de gendarme du numérique dans l'UE. « Des mesures devront être mises en œuvre pour protéger les consommateurs contre l'achat de produits dangereux ou illégaux, en mettant particulièrement l'accent sur la prévention de la vente et de la distribution de produits qui pourraient être nocifs pour les mineurs », a expliqué la Commission. Les contrevenants peuvent se voir infliger des amendes jusqu'à 6% de leur chiffre d'affaires annuel mondial, voire une interdiction d'avoir des activités en Europe en cas de violations graves et répétées.

De quoi tendre encore les relations avec la Chine

Cette mesure sur les droits de douane des plateformes chinoises intervient dans un contexte de relations commerciales déjà tendues entre Pékin et Bruxelles. La Commission européenne a en effet annoncé en juin qu'elle imposerait à titre provi-

soire des droits de douane supplémentaires sur les importations de véhicules électriques chinois - qui passeraient ainsi de 10% jusqu'à 38% selon les cas - si des « discussions avec les autorités chinoises n'aboutissaient pas à une solution efficace ». Une mesure qui commencerait dès ce jeudi 4 juillet et pourrait devenir définitive à partir de novembre. Bruxelles accuse la Chine d'avoir favorisé illégalement ses constructeurs automobiles, après neuf mois d'enquête sur le sujet. Cette décision, prise malgré l'opposition de plusieurs pays européens - dont l'Allemagne, très engagée en Chine et qui craint des représailles - a provoqué la colère de Pékin. La première puissance asiatique s'est dite prête à « prendre toutes les mesures nécessaires pour défendre les droits et intérêts des entreprises chinoises ». Elle a même indiqué qu'elle se réservait le droit de porter plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Reste que les Vingt-Sept ne sont pas les seuls à avoir pris une telle mesure contre la Chine. Avant eux, les États-Unis aussi l'ont fait, tout comme la Turquie ou encore le Brésil. Plus récemment, le Canada a, lui aussi, annoncé réfléchir à une telle option. Pour tenter de calmer le jeu avec la Chine, le vice-chancelier allemand, Robert Habeck, a assuré que, du côté de l'UE, ces droits de douane ne sont pas « punitifs ». « Il existe des droits de douane punitifs. Les Américains l'ont fait, le Brésil l'a fait, la Turquie l'a fait et a imposé des surtaxes en bloc sur les véhicules chinois. L'Europe procède différemment et il y a aussi une différence qualitative », a-t-il fait valoir. Sans vraiment convaincre Pékin.

(Avec AFP)

Eradiquer la pauvreté

Un expert de l'ONU s'inquiète de la focalisation sur la hausse du PIB

La croyance selon laquelle la croissance économique permettrait d'éradiquer la pauvreté mondiale repose sur un mythe. Elle conduit le monde sur un chemin périlleux, averti mardi l'expert indépendant de l'ONU sur la pauvreté.

Voilà des décennies que nous suivons le même script : faire croître l'économie d'abord, puis utiliser les richesses pour lutter contre la pauvreté. Cette stratégie a engendré une situation désastreuse : un monde au bord de l'effondrement climatique dans lequel une minuscule élite possède scandaleusement une fortune démesurée tandis que des centaines de millions de personnes se débattent au quotidien dans l'horreur de l'extrême pauvreté », a déclaré Olivier De Schutter, Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté. Dans un rapport au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, M. De Schutter démontre comment l'approche dominante de la lutte contre la pauvreté amène la destruction de



l'environnement et conduit à la montée des inégalités. Il exhorte les gouvernements et les organisations internationales à changer de cap, en abandonnant l'utilisation du produit intérieur brut (PIB) comme indicateur de progrès et en donnant la priorité aux droits humains et au bien-être dans leurs décisions économiques. « Notre entêtement court-termiste à viser l'augmentation du PIB relève d'une idéologie 'croissanciste' qui ne fait qu'enrichir davantage

les nantis tout en dévastant les écosystèmes ainsi que les ressources de la planète », a déclaré M. De Schutter.

Addiction au consumérisme

Selon lui, « le PIB et notre addiction au consumérisme sont devenus de dangereuses distractions vis-à-vis de ce qui importe vraiment : la capacité des personnes à mener une vie digne sur une planète viable. Cela signifie qu'il faut garantir à toutes et à tous un

ensemble de droits fondamentaux, y compris l'accès aux services sociaux et le droit à un environnement propre, sain et durable ». Le rapport de M. De Schutter démontre comment la croissance économique dans les pays du Sud global n'a pas permis d'extraire des millions de personnes de la pauvreté. Dans un monde meurtri par le colonialisme, la création de richesses dans les pays à faibles revenus repose largement sur l'exploitation d'une main-d'œuvre bon

marché et l'extraction de ressources naturelles, souvent dans le but de produire des biens pour le Nord et rembourser une dette extérieure écrasante. « Même dans les pays à faibles revenus où la croissance est encore nécessaire et doit être soutenue, une augmentation du PIB ne conduit pas nécessairement au développement, entendu comme une amélioration du bien-être social et écologique », a affirmé le Rapporteur spécial. Le rapport appelle à repenser d'urgence la lutte contre la pauvreté, en préconisant une reconversion rapide à une économie fondée sur les droits humains, qui oriente les ressources vers les services publics et la protection sociale. Il appelle à la restructuration et à l'annulation de la dette, au financement de services publics universels par le biais d'une taxation progressive des successions, du patrimoine et du carbone, ainsi qu'au renfor-

cement de la coopération internationale en matière de lutte contre l'évasion fiscale. « Notre foi aveugle en la croissance économique est un carcan pour notre imagination, et la lutte contre la pauvreté en a beaucoup souffert », a déclaré M. De Schutter. « Pourtant, des mesures concrètes peuvent être prises dès maintenant pour nous remettre sur la bonne voie : abandonner le PIB comme indicateur de progrès, instaurer une garantie d'emploi, mieux valoriser le travail domestique et les soins non rémunérés, augmenter les salaires minima, limiter les richesses générées par les industries destructrices, voici les politiques qui peuvent réellement bénéficier à la planète et aux populations », a-t-il ajouté.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Côté argent, cette fois, vous ne pourrez pas compter sur le soutien d'un quelconque astre de chance, mais n'aurez pas non plus à vous méfier de l'impact d'une planète défavorable. Votre situation financière sera stable, et tout ira bien si vous ne faites pas de folies. Et c'est là que le bât risque de blesser ! L'aspect conflictuel de Pluton pourrait vous jouer des tours, notamment en vous donnant envie de vous livrer à des dépenses excessives pour vos enfants ou pour l'objet de votre flamme.

Taureau La présence de Mars dans votre Ciel s'avérera d'une grande utilité pour vous. Vous pourrez prendre des initiatives audacieuses et régler d'importants problèmes pécuniaires. Ne faites pas de sentiments dans les affaires.

Gémeaux Ne vous lancez pas dans l'aventure financière comme Neptune vous y invitera. Vous devriez beaucoup plus tenir compte des expériences du passé afin de ne pas renouveler certaines erreurs déjà commises.

Cancer Côté argent, les mauvaises surprises vous seront épargnées. Mais vous devrez, bien entendu, gérer votre budget avec sagesse et réalisme. Vous aurez la possibilité d'améliorer votre pouvoir d'achat grâce à des transactions profitables.

Lion Dans le domaine matériel, vous pourrez effectuer des transactions très profitables, tout spécialement l'achat ou la vente de biens immobiliers. Mais attention aux risques excessifs et aux opérations mal préparées.

Vierge Il existera pour vous d'intéressantes perspectives d'un accroissement de votre patrimoine. Mais ne vous réjouissez pas trop vite de ces facilités pour gagner de l'argent, car vous serez en même temps obligé d'en dépenser beaucoup. Il est probable que la balance soit plutôt déficitaire en fin de compte.

Balance Les questions financières seront particulièrement intéressantes aujourd'hui. Vous saurez vous battre pour obtenir gain de cause, et aussi contourner les obstacles quand cela s'avérera nécessaire. Les contrats seront favorisés car vous saurez judicieusement défendre vos intérêts.

Scorpion Jupiter aura cette fois la haute main sur votre secteur ressources. S'agissant d'une planète qui apporte les richesses, son influence dans ce secteur s'avérera avantageuse. Que la satisfaction de voir se remplir votre compte en banque ne vous fasse pas pour autant oublier Mercure mal aspecté, qui risque de vous rendre très dépensier.

Sagittaire Des ennuis pécuniaires ne vous seront pas épargnés ce jour. Vous avez beau vouloir leur échapper, ils vous rattraperont tout de suite. Mais cette situation ne concernera pas certains natifs du troisième décan.

Capricorne Limitez vos dépenses ; ne faites pas le gros achat que vous envisagiez depuis quelque temps, malgré les diverses incitations de la part du vendeur. Evitez les jeux de hasard, même les plus anodins, parce qu'ils sont aptes à diminuer votre détermination en vous faisant entrevoir la facilité.

Verseau Le climat astral de la journée inclinera à prendre des risques financiers pas toujours bien calculés. Méfiez-vous du jeu et des investissements spéculatifs.

Poisson Ce climat astral vous rendra plus sage en matière de finances. Vous serez moins enclin à dépenser beaucoup ou pour des choses d'une utilité douteuse. Et vous suivrez ce conseil de Caton le Censeur : "N'achetez pas ce qui est utile, mais ce qui est nécessaire".

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Téléssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO

Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail - Liberté - Patrie

MINISTERE

DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT



PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET AU DEVELOPPEMENT DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVE-PAPIDPPP

PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE CONTRAT DE SERVICE D'ASSISTANCE TECHNIQUE A LA PREPARATION ET ORGANISATION DU FORUM DES INVESTISSEURS AU TOGO.

NOTE D'INFORMATION

Date de publication	17/06/2024
Pays	TOGO
Agence d'exécution	Ministère de la Promotion de l'Investissement
Nom du projet	Projet d'Appui à la Promotion des Investissements et au Développement des Partenariats Public-Privé (PAPIDPPP)
Numéro de Prêt/Don	5900155016905
Nom de la Consultation	Recrutement d'un Cabinet pour l'assistance technique à la préparation et organisation du forum des investisseurs au Togo
Méthode de sélection	Appel d'Offres Ouvert
Date d'approbation du DAO par la Banque	05 Septembre 2023
Date d'émission du DAO	06 Septembre 2023
Date limite de remise des offres	24 octobre 2023
Date d'ouverture des offres	24 octobre 2023
Date de transmission du rapport d'évaluation des offres à la Banque	24 Novembre 2023
Date d'approbation par la Banque de l'évaluation (version finale)	13 juin 2024

Nom de l'Attributaire	HERMES COMMUNICATION
Nationalité	Togolaise
Adresse	06 Bld de la paix, Immeuble TMB, BP 60325 Lomé – Togo
Nationalité	Togolaise
Montant du contrat	81 075 000 HT
Date indicative de démarrage	15 juillet 2024
Durée d'exécution	Quatre (04) mois

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES

NOMS DU SOUMISSIONNAIRE	NATIONALITE	PRIX DE L'OFFRE LU PUBLIQUEMENT	PRIX DE L'OFFRE EVALUE	OFFRE ACCEPTE/R EJETE	MOTIF DU REJET DE L'OFFRE
HERMES COMMUNICATION	Togolaises	81 075 000 HT	81 075 000 HT	Accepté	Offre Conforme et répondant aux conditions de qualifications du DAO
AG PARTNERS	Togolaises	53 741 290 HT	56 361 290 HT	Rejetée	Offre non Conforme car ne répondant pas aux critères édictés par le DAO.
Groupement RSM France / LINKATEAM	France	490 643 300 HT	490 643 300 HT	Rejetée	Offre non Conforme car ne répondant pas aux critères édictés par le DAO.

La Personne Responsable des Marchés

Mora BASSOMA

Eliminatoires CAN MAROC 2025

Le Togo connaît désormais ses adversaires

Le Togo connaît désormais ses adversaires dans le cadre des Eliminatoires de la CAN MAROC 2025.

Ce jeudi 4 juillet 2024, le tirage au sort a été effectué à Johannesburg, en Afrique du Sud. Le Togo se retrouve ainsi dans la poule E avec l'Algérie, le Libéria et la Guinée Equatoriale. Ces éliminatoires concernent 48 nations, réparties en 12 groupes de quatre équipes. Les deux premiers de chaque poule (sauf dans le groupe du pays organisateur le Maroc ou 1 sera qualifié) seront directement qualifiés pour la phase finale. Pour rappel, la CAN 2025 au Maroc a été décalée pour se tenir du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026.

Le Tableau complet des 12 groupes des Eliminatoires de la CAN 2025

- Groupe A : Tunisie | Madagascar | Comores | Gambie
Groupe B : Maroc (pays organisateur) | Gabon | Centrafrique | Lesotho
Groupe C : Égypte | Cap-Vert | Mauritanie | Botswana
Groupe D : Nigeria | Bénin | Libye | Rwanda
Groupe E : Algérie | Guinée Équatoriale | Togo | Liberia
Groupe F : Ghana | Angola | Soudan | Niger
Groupe G : Côte d'Ivoire (tenant du titre) | Zambie | Sierra Leone | Tchad
Groupe H : République démocratique du Congo | Guinée | Tanzanie | Éthiopie
Groupe I : Mali | Mozambique | Guinée-Bissau | Eswatini
Groupe J : Cameroun | Namibie | Kenya | Zimbabwe
Groupe K : Afrique du Sud | Ouganda | Congo-Brazzaville | Soudan du Sud
Groupe L : Sénégal | Burkina Faso | Malawi | Burundi.

Blitta

Les artisans de la préfecture ont célébré les journées de l'artisanat du Togo

La Chambre préfectorale des métiers (CPM) de Blitta a célébré les journées de l'artisanat du Togo (JAT), à travers une caravane et une opération de reboisement, le mercredi 3 juillet à Pagala-gare dans la commune Blitta 1.



La journée a pour objectif de rendre visibles les actions du gouvernement, des chambres de métiers et des autres acteurs du secteur en matière de développement de l'artisanat en vue de contribuer plus efficacement à la création de richesses nationales et à la lutte contre le chômage et la pauvreté. Elle a connu la participation des autorités administratives, traditionnelles, politique et militaires et des représentants des différents corps de métiers de la préfecture de Blitta. La caravane a sillonné les principales artères de localité. Elle est suivie d'une opération de reboisement de 250 plants au bord du fleuve Anié. Le président de la chambre préfectorale de métiers de Blitta, Yovogan Kodjogan a relevé que les journées de l'artisanat du Togo visent à mettre en valeur les produits artisanaux. M. Yovogan a présenté des doléances relatives à la clôture du site des artisans à Blitta-gare et à la création d'un centre artisanal dans la préfecture. Le préfet de Blitta, Batossa Boukari a souligné que l'artisanat joue un rôle important dans la vie économique et sociale du pays en termes de création d'emplois, de revenus et de valorisation de ressources locales. Il a félicité le président préfectoral de la chambre des métiers pour la réussite de cette journée.

Avec ATOP/SF/MEK

Protection des innovations

L'ANCY sensibilise les startups togolaises à la cybersécurité

Au Togo, l'Agence Nationale de la Cyber sécurité (ANCY) a organisé une séance de travail avec des startups et PME ce jeudi 04 juillet 2024 à Lomé pour renforcer leur posture de cybersécurité face aux menaces croissantes dans le domaine numérique.

Vivien Atakpabem

L'Agence Nationale de la Cyber sécurité (ANCY) a réuni un groupe de startups et PME œuvrant dans le développement et l'utilisation d'applications pour une séance de travail dédiée à la cybersécurité. Cette initiative intervient dans un contexte où ces entreprises, souvent concentrées sur l'innovation rapide et la mise sur le marché, sont particulièrement vulnérables aux cyberattaques en raison de leur insuffisance de moyens et de ressources dédiées à la sécurité informatique. L'ANCY a souligné l'importance critique pour ces startups de comprendre et de prévenir les risques liés à la cybersécurité, alors qu'elles manipulent de grandes quantités de données personnelles et financières de leurs utilisateurs. Commandant Gbota Gwaliba, Directeur général de l'ANCY, a exprimé la nécessité de cette rencontre : « Les startups togolaises jouent un rôle crucial en développant des produits et des applications innovants qui facilitent la vie quotidienne des Togolais, notamment à travers le commerce en ligne. Cependant, leur exposition aux cybermenaces est significative. C'est pourquoi nous avons orga-



nisé ce cadre de discussion pour comprendre leurs défis et les accompagner dans le renforcement de leur sécurité informatique ». La séance de travail de l'ANCY a été structurée autour de trois objectifs principaux : sensibiliser les startups et PME aux principales menaces de cybersécurité telles que le contrôle d'accès défaillant, les attaques par injection, les erreurs de configuration et autres risques critiques ; fournir des connaissances sur les bonnes pratiques de sécurité dans le développement et l'utilisation d'applications ; et équiper les participants de techniques avancées pour identifier, prévenir et répondre efficacement aux cyberattaques. Cet événement reflète l'engagement de l'ANCY à remplir sa mission de formation et de sensibilisation dans le domaine de la cybersécurité, crucial pour protéger l'écosystème numérique en pleine expansion au Togo. Il souligne également la nécessité pour les startups et PME de considérer la sécurité informatique comme une priorité stratégique dès les premières étapes de leur développement. L'ANCY, en tant qu'organe central pour la cybersécurité au Togo, joue un rôle essentiel dans la protection des infrastructures numériques du pays contre les menaces croissantes. Face à l'évolution rapide des technologies et à la sophistication des cyberattaques, cette séance de travail marque une étape importante vers la création d'une culture de cybersécurité robuste parmi les acteurs du secteur privé. Cette initiative de l'ANCY témoigne de sa volonté de soutenir le développement durable et sécurisé des startups et PME togolaises, contribuant ainsi à l'économie numérique en plein essor et à la protection des intérêts des utilisateurs finaux dans un environnement numérique de plus en plus complexe.

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Table with 4 columns: Country, Value, Unit, and Source. It compares Togo's trade and production statistics with Senegal, Nigeria, and the USA. The table is divided into two main sections: 'Produits échangés' and 'Produits élaborés'.

THE SPA

WELLNESS & BEAUTY

SPA HOLIDAYS 2024 DEAL

du 15 juillet
au 31 août

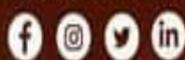
SUMMER BODY DETOX
32.000FCFA

Par personne, 30 mins de
gommage et 30mins de massage

HAPPY HOURS
10% DE RÉDUCTION

Les lundis & mardis de 9h à 14h

Infoline : +228 22 23 86 00
reservations@hotel2fevrierlome.com



2 FEVRIER
HOTEL-LOME
★★★★★